



DECLARATION LIMINAIRE - CHSCT du 20 juin 2013

Monsieur le Président,

Nous sommes aujourd'hui réunis pour un comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. La souffrance au travail augmente encore, comme l'attestent depuis des années les rapports annuels de gens très compétents en la matière.

FODGFIP84 dénonce la diminution des moyens de fonctionnement, les suppressions d'emplois, les restructurations permanentes, l'organisation du travail, qui ne cessent d'aggraver les conditions de travail des agents.

Comment imaginer des conditions de travail correctes :

- Quand les suppressions d'emplois se poursuivent sans scrupules depuis des années, y compris dans notre département pour « participer à l'effort national », alors que certains services sont au bord de la rupture ?
Ne ressentez-vous pas que même dans les divers services directionnels le manque d'effectif se fait ressentir ? Dame Marianne aurait-elle quelques faiblesses car j'ai envoyé 2 courriels, tous 2 restés sans réponse (le 6 mars, pour du matériel syndical, le 22 avril sur les affectations envisagées des agents de l'ex filière GP nouvellement promus B) et un autre le 17 juin pour lequel je n'ai eu qu'une réponse incomplète, bâclée et insatisfaisante. Je tiens ces courriels à votre disposition, Monsieur le Président.
- Quand le budget de la DDFIP ne fait que baisser, avec les répercussions importantes que nous connaissons, tant matérielles qu'humaines ?
- Quand les plans de qualification deviennent un problème ?
- Quand les agents ne peuvent obtenir le département ou le service de leur choix ?
Aucun agent C de l'ex filière GP n'arrive dans le département alors que certains postes souffrent du manque d'agents, parce qu'ils sont surchargés de travail ce qui bien évidemment crée énormément de tensions, un climat parfois exécrationnel, et qu'ils ont des difficultés pour prendre leurs congés du fait du peu de collègues du poste ?
- Quand le point d'indice est gelé ?
- Quand les fonctionnaires deviennent coupables d'être trop malades ?
- Quand les agents de tous les accueils subissent de plus en plus d'incivilités, d'agressions ?
- Quand les espaces de travail se réduisent faute de moyens budgétaires ?

FO DGFIP 84 exige, pour les raisons évoquées ci-avant une véritable politique ministérielle Santé, Sécurité au Travail avec de vrais moyens, pas un budget « raboté ».

Parce que les agents des Finances Publiques de Vaucluse ne font pas contre mauvaise fortune bon cœur, la section de FO DGFIP Vaucluse revendique et exige :

- l'arrêt des suppressions d'emplois.
- un budget en phase avec les besoins du réseau,
- des moyens importants de prévention et d'action,
- un DUERP tenu à jour et suivi d'effets.